

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23399 DATÉ JEUDI 2 AVRIL 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

ACTU

L'ANNÉE UNIVERSITAIRE MENACÉE PAR LE CORONAVIRUS

Tandis que certains jeunes s'inquiètent des problèmes financiers générés par la disparition de leurs jobs étudiants, l'organisation des examens et partiels du second semestre est une autre source de préoccupation, alors que tous n'ont pas accès à une bonne connexion Internet

PAGES 2-3



FORMATION CONTINUE PRÉPARER SON CHANGEMENT DE VIE

Et si le confinement était l'occasion rêvée de réfléchir à une reprise des études? Approfondir une compétence, élargir ses horizons, se reconverter... l'offre de diplômes évolue, tout comme les dispositifs de financement

PAGES 4 À 9



EMMANUEL KERNER

VIE ÉTUDIANTE BIBLIOTHÈQUES NOUVELLE GÉNÉRATION

Les bibliothèques universitaires ont largement diversifié leurs missions et leurs services. Depuis le 16 mars, leur fermeture crée un vide

PAGE 12

PREMIER EMPLOI VALORISER LES LANGUES D'ORIGINE

Parler arabe, portugais ou chinois est un atout, pas toujours facile à exploiter. Des professionnels expliquent comment en tirer parti

PAGE 11



SAMUEL BOVIN

J'AVAIS 20 ANS BERTRAND PÉRIER

L'avocat vedette du programme Eloquentia partage son expérience d'élève sans difficultés ni vocation

PAGE 10



RÉVÉLEZ ET
VALORISEZ VOS TALENTS
À CHAQUE ÉTAPE DE VOTRE CARRIÈRE

ESSEC EXECUTIVE EDUCATION

- MBA & Executive MBA
- Executive Masters & Mastère Spécialisé®
- Programmes généralistes
- Certificats de 2 à 25 jours



#8
INSTITUTION
MONDIALE
FORMATION
CONTINUE

1172-066



CONFINÉS ET SANS JOB, LA VIE SUR LE FIL DES ÉTUDIANTS PRÉCAIRES

Alors que près de la moitié des jeunes financent leurs études grâce à des petits boulots, nombre d'entre eux se retrouvent en difficultés financières. Des aides se déploient

Trois kilos de féculents, des conserves et des produits d'hygiène. Tel est le contenu des paniers qui sont distribués, depuis le 18 mars, à des centaines d'étudiants bordelais confinés dans leurs cités universitaires. Gantés, masqués et toujours un par un, ce sont des doctorants, post-doctorants et maîtres de conférences des universités de la métropole qui se chargent bénévolement de la livraison : une urgence face à la situation de « détresse » de certains jeunes, alertent-ils par le biais de leur collectif, Solidarité : continuité alimentaire Bordeaux.

« Avec la fermeture des restaurants universitaires, on s'est rendu compte que certains étudiants n'avaient pas mangé depuis quarante-huit heures, raconte un des membres du collectif. Plus que la continuité pédagogique, l'enjeu est surtout, aujourd'hui, celui de la continuité alimentaire. » Le collectif, qui a lancé une cagnotte en ligne, recense à ce jour plus de 650 demandes sur le campus et a effectué 460 livraisons de paniers, principalement dans les logements Crous.

Au niveau national, 40% des étudiants qui résident dans des logements du Crous sont restés sur place, indique le Centre national des œuvres universitaires. Ce public déjà fragile ne bénéficiera pas de la suspension des loyers, annoncée pour tous ceux qui ont quitté les lieux pour rejoindre leur famille, et qui ne paieront donc plus leur logement à partir du 1^{er} avril et jusqu'à leur retour.

« Pour la majorité des étudiants qui nous contactent, la perte d'un job ou d'un stage est venue se rajouter à une vulnérabilité antérieure, ce qui rend leurs dépenses courantes très compliquées », observe-t-on du côté du collectif bordelais, qui demande la suppression des loyers Crous pour tous. Les étudiants aux emplois souvent précaires sont en effet parmi les premiers à pâtir du confinement. Ces pertes de revenus viennent fragiliser des budgets déjà sur le fil, dans un contexte où près d'un étudiant sur deux travaille pour financer ses études, et où un sur cinq vit déjà sous le seuil de pauvreté (IGAS, 2015).

AIDES SOCIALES D'URGENCE

Depuis septembre, Marion, 20 ans, étudiante en science du langage à la Sorbonne-Nouvelle, encadrerait les enfants de sa ville de Grigny (Essonne) sur les temps périscolaires. « Mais comme je suis en "contrat volant", c'est-à-dire qu'on m'appelle seulement selon les besoins, je ne toucherai rien jusqu'à la réouverture des écoles », déplore la jeune femme, qui vit dans un appartement avec son père, au chômage, son frère et sa sœur. Ses revenus permettaient de payer les factures et la nourriture de la famille. « Les prochaines semaines risquent d'être très compliquées », s'inquiète Marion, qui cherche sans relâche un autre job dans un magasin alimentaire. Alors qu'elle s'occupe des devoirs de sa fratrie confinée et qu'elle a dû composer quelques jours avec une coupure d'élec-

« PLUS QUE LA CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE, L'ENJEU EST SURTOUT, AUJOURD'HUI, CELUI DE LA CONTINUITÉ ALIMENTAIRE »
UN MEMBRE DU COLLECTIF DE SOLIDARITÉ BORDELAIS

tricité, « se concentrer sur les cours à distance est difficile », confie-t-elle.

Pour Claire (le prénom a été modifié), 21 ans, en master métiers de l'enseignement à Colmar, c'est « le flou ». « A la bibliothèque où je travaille, on nous a promis de faire le maximum pour que notre rémunération soit maintenue, mais rien n'est encore sûr. Laide aux devoirs, qui me permettait de payer ma nourriture, c'est devenu impossible, dit-elle. Il faudra diminuer les frais de courses. »

Juliette (le prénom a été modifié), étudiante en lettres modernes de 20 ans, faisait de la garde d'enfant, sans contrat. Un « bon plan », habituellement. « Mais dans cette situation, cela veut dire : pas de compensation, et je n'ai pas d'économies de côté, souffle-t-elle. Heureusement, je suis confinée chez ma famille en Bretagne, avec moins de dépenses. Je regarde pour bosser dans une agence d'intérim, en usine, mais mes parents ne sont pas rassurés à l'idée de me laisser sortir... »

Pour répondre à ces situations de précarité, les Crous s'organisent pour délivrer davantage d'aides ponctuelles. Dix millions d'euros supplémentaires ont été débloqués, mardi 31 mars, par le ministère de l'enseignement supérieur. « Des directives nationales nous permettent de monter nos dotations jusqu'à 560 euros, à destination des étudiants nationaux comme internationaux, et cumulables avec les bourses », explique Claire Maumont, responsable du service social au Crous de Poitiers, qui observe qu'un tiers des dernières demandes émanent d'étudiants touchés par une perte d'emploi et jusque-là inconnus de leurs services. Pour elle, « l'enjeu, dans cette période difficile, est de garder le lien avec nos étudiants : nos services réalisent du porte-à-porte dans les cités universitaires, avec médecin et infirmière, pour nous assurer de la santé et de l'alimentation de nos résidents. »

Encouragées par des directives ministérielles, certaines universités mettent aussi en place des aides sociales d'urgence, à partir des fonds de la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC). A l'université de Bordeaux, les étudiants en difficulté peuvent par exemple bénéficier d'une aide mensuelle de 200 euros. « On peut décider d'accorder une aide plus importante au cas par cas, et de délivrer des bons alimentaires sous forme de carte prépayée en cas d'urgence », précise Anne-Marie Tournepi-

che, vice-présidente CVEC de l'université, qui s'attend à une « augmentation importante des demandes d'aides financières dans les prochains jours ». En outre, les étudiants autoentrepreneurs pourront bénéficier de l'aide exceptionnelle de 1500 euros annoncée par le ministère de l'économie, mardi 17 mars.

Bons alimentaires, aides ponctuelles des universités... Ces mesures ne seront pas suffisantes sur le long terme pour l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). « Ces aides sont aléatoires selon les établissements, et parfois compliquées à obtenir, explique Mélanie Luce, présidente du syndicat étudiant. Quant aux aides du Crous, débloquer 10 millions d'euros apportera un nouveau souffle, mais ne permettra pas de répondre à toutes les situations si le confinement se poursuit. D'autant qu'il aura des répercussions sur la longueur, notamment sur les jobs d'été, qui sont essentiels pour de nombreux étudiants. » L'UNEF, qui demande la mobilisation de fonds étatiques plus « massifs » s'inquiète aussi de la situation des étudiants étrangers, « pour la plupart non éligibles aux bourses et ne pouvant accéder à toutes les aides d'urgences, qui comptaient sur un job pour vivre et sont désormais dans une situation catastrophique », rappelle Mélanie Luce.

« LES PLUS PRÉCAIRES AU FRONT »

C'est le cas de Noélia, étudiante péruvienne de 20 ans, en licence d'espagnol à la Sorbonne-Nouvelle, à Paris. Grâce à un job de baby-sit-teuse, en contrat étudiant sur une plate-forme en ligne, elle arrivait jusque-là « plus ou moins » à gérer ses budgets mensuels. Mais depuis que Noélia ne peut plus entrer en contact avec l'enfant qu'elle gardait, la plate-forme ne lui a facturé aucune heure. « Je ne sais pas si j'aurai le droit au chômage partiel. Je l'ai demandé mais n'ai toujours pas reçu de réponse. Je n'ai plus d'économies car j'ai tout dépensé à cause d'une maladie pour laquelle je suis allée à l'hôpital le mois dernier. Heureusement, je suis hébergée par des amis, mais comment est-ce que je vais faire pour continuer à les aider à payer le loyer et la nourriture ? Et comment être sûre que je pourrai avoir mes papiers français, pour lesquels on m'a demandé de justifier d'un revenu de 650 euros mensuels ? »

Pour certains étudiants, notamment ceux qui travaillent dans des grandes surfaces, l'arrêt de leur job n'était pas une option. Lucas, 22 ans, a accepté d'augmenter ses heures dans le magasin bio où il travaille. « Cela me permettra de me renflouer », concède-t-il. Solène, 21 ans, a, elle, essayé de faire valoir son droit de retrait dans son magasin de Dourdan (Essonne). « On me l'a refusé, prétextant la mise en place de protections sanitaires. Sinon, c'était l'abandon de poste et je ne peux pas me le permettre avec le prêt étudiant de 20000 euros que je viens de contracter. » Solène se rend donc chaque jour au magasin, avec la peur de rapporter le virus chez elle et de contaminer ses proches. Désabusée, elle déplore : « Ce sont les plus précaires, les petits employés, qu'on envoie au front. »

ALICE RAYBAUD

GROUPE ESRA
École Supérieure de Réalisation Audiovisuelle

FORMATIONS AUX MÉTIERS
DU CINÉMA,
DU SON
ET DU FILM
D'ANIMATION

DIPLOME VISE
CONTRÔLE
PAR L'ÉTAT

Diplômes visés par
l'État à BAC +3

CONFIRMATION SUR **parcoursup**
Entrez dans l'enseignement supérieur

AVANT JEUDI MINUIT

135, avenue Félix Faure
PARIS 15^{ème}
01 44 25 25 25

9, quai des Deux Emmanuel
06300 Nice
04 92 00 00 92

www.esra.edu

Enseignement supérieur technique privé reconnu par l'État

Le casse-tête des examens de fin d'année

Les universités se penchent sur l'organisation des partiels à distance

Après les cours en ligne, la dématérialisation des examens. Une nouvelle étape cruciale du grand basculement numérique de l'enseignement supérieur, qui ne va pas de soi. Dans le cadre de la « continuité pédagogique », mantra du monde universitaire en cette période de confinement, l'organisation de partiels et autres examens d'évaluation des connaissances à distance est un vrai casse-tête.

Écrits, oraux, soutenances, choix des outils numériques... Les discussions vont bon train au sein des établissements et de leurs instances représentatives – la Conférence des présidents d'université et celle des grandes écoles, la Commission des titres d'ingénieur, la cellule « continuité pédagogique » du ministère, etc. « Les enjeux sont multiples : respect du principe d'équité entre étudiants et garantie d'une année diplômante dans les meilleures conditions possible », résume-t-on à l'université de Strasbourg.

Difficile, pour les établissements, de se positionner dans un tel climat d'incertitude. A Dijon, on attend d'en savoir plus avant de trancher : « Si nous ne sommes plus confinés début mai, nous organiserons les examens en présentiel en mai et juin », dit Alexandre Fournier, vice-président de l'université de Bourgogne délégué au campus numérique.

D'autres se disent prêts. « A Rennes-I, on a la chance de ne pas partir de rien, on a pu assurer la continuité pédagogique immédiatement », expose Caroline Tahar, maîtresse de conférences et directrice déléguée à la formation, à l'innovation pédagogique et au numérique de l'IGR-IAE, l'école de commerce de l'université. Cha-

cune de nos formations a sa classe virtuelle dédiée, accessible depuis l'environnement numérique de travail de la fac. Les classes virtuelles ont lieu durant les créneaux habituels de cours. Il suffit de cliquer sur le bouton à l'heure de son cours et c'est tout. »

Trois principes guident les pas des enseignants rennais : d'abord, préserver la qualité des épreuves (« pas de bricolage », résume Mme Tahar) ; ensuite respecter les réglementations (convocations, surveillance des épreuves, etc.) ; enfin, tenir compte des conditions matérielles dans lesquelles se trouve l'étudiant, non seulement en termes de connexion Internet, mais aussi de l'endroit où il est confiné, s'assurer qu'il puisse s'isoler pour passer son épreuve... « On parle de fracture numérique, mais ne pas oublier la fracture sociale ! », poursuit l'enseignante de l'IGR. « Le confinement accroît le risque de décrochage », met aussi en garde Ivann Laruelle, vice-président étudiant de l'université de technologie de Troyes (UTT).

« ANTISÈCHES NUMÉRIQUES »

A l'UTT, étudiants et enseignants ont été sondés sur les « nouvelles modalités d'évaluations » envisagées. Là aussi, on traque la « fracture numérique » qui pourrait rompre l'équité. Pour des raisons éthiques, donc, mais également juridiques. L'enseignement supérieur doit anticiper de possibles recours d'étudiants qui jugeraient a posteriori avoir été désavantagés par leur mauvaise capacité de connexion.

Tout cela n'a pas échappé au ministère. « Pour garantir que le véritable examen se passe dans de bonnes conditions », il demande aux établissements « d'organiser un examen blanc télésurveillé ». Et sug-

gère d'en profiter pour demander aux étudiants « un engagement explicite à assumer la responsabilité des conditions techniques, matérielles et opérationnelles du déroulé de l'examen à domicile ».

Une question lancinante revient autour de la triche, que pourrait favoriser la dématérialisation des examens. Quid de leur surveillance ? « Si le confinement se maintient, la demande pour la télésurveillance sera massive », prévoit Benoît Sillard, ancien délégué interministériel à Internet, aujourd'hui à la tête de TestWe, une start-up recommandée par le ministère. « Pour 2 millions de candidats, il faudrait 300 000 surveillants », a calculé TestWe, qui propose « un système algorithmique, sans surveillance humaine, où les candidats sont filmés ou photographiés à intervalle régulier pendant les épreuves ». Même type de technologie à l'école de management ESAM, membre du groupe privé IGS, où Deep Mereos, un système d'intelligence artificielle, filme les candidats en temps réel, surveille leur usage des outils numériques.

Des dispositifs de contrôle moins destinés à « traquer les antisèches numériques » qu'à rendre le déroulement des épreuves en ligne « le plus proche possible d'une salle d'examen réelle, où la surveillance est partie intégrante des règles du jeu », explique M. Sillard, qui affirme « respecter à la lettre le RGPD [règlement général sur la protection des données] ». A Rennes, Caroline Tahar est plus circonspecte : « Le problème, c'est surtout que c'est cher », objecte l'enseignante, dont l'IGR-IAE travaille avec Managem, une autre « EdTech » recommandée par le ministère. Pierre Beust, vice-président délégué aux

transformations pédagogiques de l'université de Caen-Normandie, se veut pragmatique. Il cite l'exemple d'une université de Hongkong, qui a placé ses étudiants à distance « sous la double contrainte du devoir en temps réel à durée limitée et de la connexion à un outil de webconférence qui permet de les voir en train de composer ».

« Pas sûr que tout ça soit très "CNIL compatible" », ironise Nadia Jacoby, ancienne vice-présidente en charge du numérique à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, aujourd'hui à la tête d'une agence conseil en transformation digitale, Simone et les robots. Restée enseignante dans l'âme, cette pro des « EdTech » met en garde : « Plutôt que de se focaliser sur la "triche zéro", mieux vaut réfléchir au contenu des épreuves et à la formidable chance que donne le numérique de concocter des sujets d'examen faisant davantage appel à la capacité créative de l'étudiant qu'à sa capacité à recréer le contenu des cours... » Une vision en phase avec celle de Yann Verchier, enseignant en physico-chimie et nanotechnologies à l'UTT, soucieux de préserver « une démarche d'évaluation formative plus que performative ».

Le « moment coronavirus » pourrait faire bouger les lignes très vite. « Nous avons un contrat social avec l'étudiant : que ses notes correspondent, in fine, à une vraie évaluation de ses connaissances et de son travail », résume M. Beust, qui est aussi membre de la task force « continuité pédagogique » au ministère de l'enseignement supérieur. Les diplômés de la promo 2020, « année Covid », échapperont-ils au syndrome de Mai-68 ? ●

PASCAL GALINIER

Concours

Les écrits des concours nationaux programmés en avril et mai (grandes écoles, accès en deuxième année des études de santé...) seront réorganisés à partir de la fin du mois de mai. Les concours de recrutement de l'éducation nationale devraient avoir lieu entre juin et juillet.

Ecoles de commerce

Les oraux d'entrée dans les écoles postprépa sont annulés cette année, a indiqué la Conférence des grandes écoles. Les écrits seront organisés en juin. Les écoles postbac annulent leurs écrits et sélectionneront leurs étudiants uniquement sur dossier. Les admissions sur titres se feront uniquement sur dossier ou à partir de procédures en ligne.

À l'EDHEC, donner un nouvel élan à sa carrière c'est s'offrir de nouvelles perspectives.

« L'EDHEC EXECUTIVE MBA m'a permis de comprendre le monde des affaires d'aujourd'hui pour mieux anticiper les ... »

Magali Touroude Pereira
EDHEC Executive MBA (2018 Valedictorian)
CEO of YesMyPatent.com



EDHEC
BUSINESS SCHOOL

EDHEC EXECUTIVE MBA

En choisissant l'EDHEC EXECUTIVE MBA, vous intégrez un environnement d'apprentissage stimulant et engagez une démarche innovante de développement professionnel et personnel. Dédié aux cadres dirigeants et aux entrepreneurs, ce programme agréé (AACSB, EQUIS & AMBA) se déroule à temps partiel pendant 16 mois. Classé dans le Top 10 européen, il allie contenu académique de pointe et approche pratique du business contemporain, pour favoriser une compréhension ouverte des défis de la mondialisation et le développement d'un leadership global. Il vous permet d'opérer une véritable montée en compétences et de réaliser la transformation professionnelle que vous attendez.

Make an impact*

EXECUTIVE.EDHEC.EDU

REPRENDRE LES ÉTUDES

LES NOUVELLES RÈGLES DU JEU

Dix-huit mois après l'entrée en vigueur de la réforme de la formation professionnelle, universités et grandes écoles sont encore en transition. Mais des changements tangibles se profilent

A lors que beaucoup de salariés sont passés en télétravail, le confinement donne l'occasion de réfléchir à sa carrière, ses projets, ses envies. Pourquoi ne pas retourner en formation l'année prochaine et préparer un diplôme, en présentiel ou en ligne, à la fac ou dans une école ? Si, depuis le 16 mars, les portes des universités et des grandes écoles sont closes en raison de l'épidémie de Covid-19, le moment est idéal pour faire le point. La réforme de la formation professionnelle, adoptée fin 2018, offre aux adultes en quête de nouveaux horizons d'intéressantes opportunités. Le point en cinq questions.

1. Que change l'application Mon compte formation ?

Accessibles depuis le mois de novembre 2019, le site et l'application doivent permettre aux salariés ou aux demandeurs d'emploi de choisir une formation, de s'y inscrire et de la payer directement. Voilà pour le principe. Pour le moment, le catalogue n'est pas exhaustif. A peine 5% des formations proposées par les universités et 10% de celles dispensées par le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ont été intégrées.

Côté grandes écoles, certaines ont tout mis en ligne quand d'autres sont loin du compte. Le moteur de recherche, jugé perfectible, doit subir un lifting. « Ça va monter en puissance, promet Franck Giuliani, président du réseau de la formation continue à l'université. Pour le moment, on trouve des offres de validation des acquis de l'expérience [VAE] pour lesquelles les universités peuvent répondre dans les délais imposés par la plate-forme. »

Une réponse doit être donnée en moins de trente jours, sous peine de sanctions. « On ne peut pas proposer un diplôme national avec des conditions de réponse hyper-courtes, ni demander aux universités d'être aussi agiles que des petites structures », dénonce Guillaume Gellé, responsable de la formation et de l'insertion professionnelle à la Conférence des présidents d'université. Sans compter des contraintes purement techniques liées au chargement du catalogue. La plate-forme ne deviendra pas l'unique porte d'entrée de la formation pro-

fessionnelle dans l'enseignement supérieur. Elle se veut une vitrine complémentaire destinée d'abord aux personnes souhaitant utiliser leur compte personnel de formation (CPF).

2. Comment s'inscrit-on dans une université ou une grande école ?

L'application n'étant pas complète, salariés et demandeurs d'emploi doivent se tourner vers les établissements pour obtenir les détails des formations et leurs tarifs. Les salariés en activité peuvent aussi interroger leur direction des ressources humaines.



MASTERS, LICENCES ET LICENCES PRO SONT ÉLIGIBLES AU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION, EN INTÉGRALITÉ OU MORCELÉ

Autre option : contacter un conseil en évolution professionnelle. Créé en 2016 et renforcé par la loi « avenir professionnel », ce service d'accompagnement est gratuit, et si les agences ont cessé d'accueillir du public depuis le 17 mars, le suivi peut se faire à distance. Pour commencer un diplôme à l'automne 2020 – rendez-vous universitaire de référence, même si toutes les formations ne débutent pas à cette date –, il faut déposer son dossier avant la fin du mois de mai. Les commissions pédagogiques de validation des candidatures se réunissent le mois suivant. « Pour le moment, il n'a pas été question de les repousser », précise Carole Maillier. Le traitement dématérialisé va nous aider. »

L'an dernier, 110 000 adultes en reconversion professionnelle ont également formulé des vœux de reprise d'études sur Parcoursup, la plate-forme d'inscription nationale dans l'enseignement supérieur. Depuis le mois de janvier 2020, ces candidats peuvent même s'inscrire sur Parcours+, un nouveau portail qui leur est destiné. La phase de confirmation des vœux s'achève le 2 avril.

3. Peut-on combiner plusieurs sources de financement ?

Présentée comme « le Booking de la formation professionnelle » par la Caisse des dépôts, la plate-forme doit faciliter l'achat de formation. D'abord en permettant aux titulaires d'un CPF, désormais monétisé à raison de 500 euros par année travaillée, de dépenser leur pécule en quelques clics. Selon les données du ministère, les formations achetées en ligne sont peu onéreuses et payables avec le seul compte personnel de formation : permis de conduire, bilan de compétences, langues...

Un master ou une licence pro dans l'enseignement supérieur coûtent au moins trois à quatre fois plus cher et nécessitent diverses sources de financements complémentaires. La promesse de simplification portée par l'application Mon compte formation tarde à se concrétiser. « Pour le moment, l'abondement Pôle emploi pour les demandeurs d'emploi et la dotation des entreprises ne sont pas disponibles. Or, c'est une grosse part de nos dossiers », regrette Pascal Lévêque, directeur du service de formation continue à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

Ces options doivent être mises en ligne en avril pour l'abondement Pôle emploi et en juillet pour la dotation employeurs. A condition, bien sûr, que la crise du coronavirus ne perturbe pas tout. En attendant, c'est au futur stagiaire de payer l'intégralité

de sa formation. Ce qui pose déjà des problèmes. Lorsqu'il a voulu intégrer un master 2 « stratégies industrielles et politiques publiques de défense », en janvier, Gara Diesong, demandeur d'emploi, a souhaité utiliser les 1 000 euros disponibles sur son compte personnel de formation : « Ma formation valait 7 000 euros. J'avais obtenu une subvention de 3 000 euros de la région. Je n'ai pas pu cumuler, car la région ne pouvait pas abonder en ligne et, pour utiliser mon CPF, il fallait régler 6 000 euros d'un coup sur l'appli ! J'ai renoncé à mon CPF et versé l'argent directement à Paris-I, qui m'a fait des facilités de paiement en trois fois. »

4. Peut-on organiser librement sa formation ?

Personnaliser son parcours et l'adapter à ses besoins professionnels en étalant l'obtention d'un diplôme sur trois ou quatre ans au lieu d'un an est désormais possible. Les formations inscrites au référentiel national des certifications professionnelles ou au « répertoire spécifique », son annexe, sont maintenant découpées en blocs de compétences. Masters, licences et licences professionnelles y entrent de droit et sont donc éligibles au CPF, en intégralité ou de façon morcelée. Le compte personnel de formation rend en théorie le sacro-saint diplôme plus accessible et moins onéreux (un bloc coûte autour de 2 000 euros). « La demande de modularisation a progressé d'environ 10% cette année », souligne Thomas Jeanjean. « On n'en est pas là à l'université », nuance Guillaume Gellé. Les gens s'inscrivent plus à un diplôme qu'à un bloc de compétences, et c'est un peu tôt pour prédire l'évolution des comportements. »

La formation peut se saucissonner ou se faire en alternance. « Nous avons eu 25% de croissance sur l'ensemble de l'alternance cette année, avec une hausse des inscriptions, se réjouit Pascal Lévêque, à Paris-I. Par exemple, nous avons ouvert un master 1 et 2 « système d'information ressources humaines » en apprentissage au mois de janvier. » La limite d'âge pour l'entrée en apprentissage est repoussée à 29 ans révolus. Autre nouveauté : la possibilité pour les universités d'ouvrir leur propre centre de formation d'apprentis (CFA), comme à l'université Jean-Moulin-Lyon-III. « Toute notre offre déjà en contrat de professionnalisation est désormais ouverte en contrat d'apprentissage. L'objectif, c'est de permettre d'ouvrir des places sur des métiers en tension dans la région », prévoit Emilien Sanchez, coordinateur de la formation professionnelle continue à Lyon-III.

5. Quels diplômes peut-on préparer ?

Tous ceux qui sont ouverts en formation continue. Licences, masters, diplômes universitaires (DU), diplômes de grandes écoles, titres d'ingénieurs... Les services des universités assurent aussi des validations des acquis de l'expérience (VAE) pour obtenir tout ou partie d'un diplôme ou d'un titre.

Avec la loi « avenir professionnel », tous les ingrédients semblent réunis pour qu'universités et grandes écoles décuplent leur potentiel d'accueil de stagiaires dans les années à venir. « Quand les CFA auront leur pleine puissance, que l'approche compétences sera pleinement acquise, les choses peuvent exploser », s'enthousiasme Emilien Sanchez. En attendant, un axe de développement fait l'unanimité : la numérisation. « La quasi-totalité de nos quinze formations et quarante modules sont 100% en ligne, se félicite Thomas Jeanjean, à l'Essec. Grâce à ça, nous avons annulé très peu de formations depuis le début du confinement. »

Au CNAM, c'est près de la moitié de l'offre nationale qui est disponible à distance, avec une progression de 10% à 15% par an. Côté universités, on mise plutôt sur des formules hybrides avec cours en présentiel et contenus en ligne. Les offres 100% numériques ne sont pas légion. « Il y a encore des freins réglementaires pour l'apprentissage, qui nécessite du présentiel, souligne Guillaume Gellé. Mais l'offre à distance va devenir une nécessité pour s'adapter à la vie des gens. » Particulièrement en temps de pandémie... ●

TIPHAINE THUILIER



L'ASSURANCE D'UNE EXPÉRIENCE TRANSFORMATRICE
GRÂCE À UNE EXPERTISE DIGITALE UNIQUE, UN ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION
& D'ENTREPRENEURIAT RICHE ET DES PARTENAIRES PRESTIGIEUX !

EXECUTIVE MBA & DBA CERTIFICATS SPÉCIALISÉS

Compatibles avec la poursuite d'une activité professionnelle
grâce à un univers d'accompagnement personnalisé
au service de la réussite individuelle et collective

Reinventez-vous !

IFGEXECUTIVE.COM

Pour plus d'informations sur tous nos programmes diplômants, certifiants ou sur mesure,
nos conseillers formation sont à votre disposition au 09 70 155 700 ou à diplomants@groupe-ifg.fr





Un stage pour « switcher » et **trouver sa voie**

Reportage Switch Collective, à Paris, attire en majorité des femmes diplômées et bien insérées

Ambiance « toutouyoutou » dans l'entresol du 94 de la rue Saint-Lazare, à Paris, fin février. C'est Charlotte Jeanmonod, la formatrice, qui le dit : « On remue le bassin, on respire, on sautille, on se met en énergie ! » Veste de jogging rétro siglée « Switch », micro en main, elle chauffe la nouvelle promotion de Switch Collective. Quarante femmes, et un homme, ont choisi « la complète » – un programme de trois mois pour apprendre à « switcher ». Comprendre : acquérir des outils pour se réapproprier son parcours et redonner du sens à son travail, sans nécessairement aller vers une reconversion spectaculaire.

Si les femmes constituent l'écrasante majorité de ce 70^e groupe de Switch Collective, leur proportion oscille toujours entre 65 % et 75 %, selon les cohortes. Lancée en janvier 2016 par Béatrice Moulin et Clara Delétraz, deux amies de 35 ans aujourd'hui, la start-up parisienne a formé 4 000 personnes en quatre ans. Béatrice Moulin affirme s'adresser sans distinction « à tous ceux qui ne s'y retrouvent plus dans leur boulot et ont envie de changement », refusant « une approche purement générationnelle » et préférant « traduire le symptôme d'une époque ». Sans chercher à essentialiser le phénomène, reste à savoir pourquoi les femmes âgées de 30 à 40 ans représentent le cœur de cible de cette formation certifiante, depuis peu éligible au compte personnel de formation (CPF).

APPROCHE HOLISTIQUE

Clotilde a sauté sur l'occasion pour se faire financer ce « bilan de compétences » nouvelle génération. Ingénieure informatique de 38 ans, elle choisit de ne communiquer que son prénom : « Même avec mes parents, parler de mon travail reste un sujet tabou, dit-elle. Je n'ai jamais été heureuse dans mes études, ni dans mon boulot. Chaque jour, je me force à faire ce que je fais. » Son père est ingénieur également, idem pour ses deux grands frères : « C'était la voie toute tracée, on ne m'a jamais demandé ce que je voulais faire », résume-t-elle, alors qu'elle est aujourd'hui employée par un grand groupe dans le domaine de l'énergie.

Clotilde rejoint ses consœurs de Switch avec un syndrome commun, celui de la bonne élève à qui l'on a appris à viser la voie royale, mais qui culpabilise : « Pendant toute ma carrière, je me suis demandé : "Mais de quoi tu te plains ?" Jusqu'à ce que son corps dise stop. « En mars 2019, j'ai eu énormément de choses à rendre, j'ai voulu bien faire, je suis très scolaire. Je suis allée au bout de l'échéance, et je n'ai eu aucune reconnaissance. J'ai craqué, raconte-

elle. On m'a mise en congé maladie pendant deux mois. Je ne l'ai pas avoué tout de suite à mes parents : j'avais honte d'être arrêtée alors que j'étais en bonne santé. Mais psychologiquement je ne pouvais plus. »

Après ce « trou noir », Clotilde décide de voir un coach en développement personnel. En 2012, elle est déjà passée par un bilan de compétences classique qu'elle trouve, avec le recul, comme nombre de ses camarades, « bien pour savoir ce qu'on sait faire mais pas pour savoir ce qu'on veut faire ». Sans recette ni formule magique, dans une approche holistique, le programme de Switch Collective promet d'aider à construire son projet en alternant des phases d'introspection, d'exploration et de test, jusqu'au lancement vers une possible nouvelle vie.

« VIDE FERTILE »

Étalées sur trois mois, six demi-journées et trois journées en présentiel sont complétées par un accompagnement quotidien par e-mail. Les formateurs, qui ont eux-mêmes tous « switché » à un moment de leur vie (c'est même un critère de recrutement), expliquent que l'enjeu est « d'aller vers la nouveauté », en multipliant les rencontres et les expériences ; sans oublier de « déconnecter pour se reconnecter à soi », grâce à des moments de « vide fertile » de type méditation, jardinage et autres pratiques contemplatives. Le tout est encadré par des travaux à faire tous les jours, seul chez soi, lors de sessions en groupe ou en tête à tête avec son « buddy » (partenaire désigné). En cette période de confinement lié au coronavirus, l'équipe a basculé l'intégralité de ses programmes en ligne à travers différents outils numériques.

La force de l'émulation collective revient tel un refrain chez ces femmes en quête de sens qui se rassemblent et se ressemblent. Marie, 37 ans, diplômée de Sciences Po et de la London School of Economics, est consciente de sa chance : « C'est un luxe de pouvoir me poser toutes ces questions quant à mon épanouissement professionnel. Mon mari, compositeur, gagne désormais très bien sa vie, raconte celle qui a financé l'un des programmes Switch Collective de sa poche. Mais l'insatisfaction est un fil rouge de ma carrière. J'ai franchi le pas parce que les circonstances matérielles me permettent de le faire, et de prendre ce temps. Alors qu'il y a cinq ans je me serais précipitée dans un nouveau job. »

« Le capital économique, la dotation en diplôme et l'importance du réseau » : tels sont les facteurs qui jouent un rôle-clé dans la réussite d'une bifurcation professionnelle, selon Sophie Denave, enseignante-chercheuse en sociologie à l'université Lyon-II, auteure du livre *Reconstruire sa vie profes-*

sionnelle (PUF, 2015). « L'argent intervient à différents moments de ce long processus, souligne la chercheuse. Plus on en a, plus l'éventail des possibles s'élargit. Avec moins de moyens, quelqu'un qui rêvait d'être viticulteur va finalement devenir ouvrier viticole. De la même façon, si vous voulez changer de métier, cela ressemblera davantage à un parcours du combattant si vous avez un CAP plutôt qu'un bac + 5. »

Certes privilégiées, les « Switcheuses » ont, d'une façon ou d'une autre, traversé des périodes douloureuses au travail. Plus précaires et moins payées que leurs homologues masculins, elles ont davantage de raisons d'être insatisfaites de leur emploi. Au cours de ses enquêtes sociologiques, Sophie Denave relève des inégalités constantes : « Les femmes souffrent davantage que leur mari de la superpo-

sition de la vie professionnelle et de la vie familiale. L'envie de changer de métier peut apparaître chez des femmes qui étaient très investies, mais pour lesquelles il n'est plus tenable d'être à fond dans le boulot et à fond dans leur rôle de mère. »

Le déclic apparaît alors souvent au moment d'une grossesse ou d'une naissance. « J'ai beaucoup changé depuis que j'ai des enfants, déclare Clotilde. Après mon premier congé maternité, quand je

suis retournée au bureau, je me suis dit : "Mais c'est absurde, à quoi bon ?" Et, à la fin de nos vies, on en aura tiré quoi ? Maintenant, j'ai envie de prendre le temps pour les choses essentielles. »

« UNE MODE QUI PERDURE »

Même son de cloche de la part de Clémentine, 32 ans, maman d'un bébé de quelques mois : « Dès que j'ai su que j'étais enceinte, j'ai su que c'était la fin. Je me suis pris une claque dans la figure. J'ai toujours subi mon travail, je veux que cela devienne un plaisir. » Après quatre années dans le développement d'une start-up d'hôtesses dans l'événementiel, fatiguée de devoir être disponible en permanence le soir et le week-end, elle négocie une rupture conventionnelle afin d'entamer son « switch » tout en s'occupant de son enfant au quotidien.

Avec ses affiches parodiques issues de la culture populaire – type « Small steps everyday » (« un petit pas chaque jour ») –, ses gobelets en « mais 100 % naturel » et ses fauteuils en rotin, la « Switch house » ressemble à un cocon féminin, parisien et branché. Mais, au-delà des apparences, Sophie Denave rappelle que la question de la reconversion professionnelle n'est pas nouvelle : « C'est un effet de mode qui perdure depuis vingt ans. La souffrance professionnelle s'est démultipliée, touche tous les métiers, à tous les niveaux. Mais encore faut-il trouver l'endroit où l'herbe sera plus verte... » Après quelques semaines de formation à Switch Collective, Isabelle, 31 ans, collaboratrice parlementaire à l'Assemblée nationale, nous a soufflé : « Je commence à me dire que je ne suis peut-être pas si mal lotie là où je suis, finalement... » ●

LÉA IRIBARNEGARAY

« LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL S'EST DÉMULTIPLIÉE, À TOUS LES NIVEAUX »

SOPHIE DENAVE
enseignante-chercheuse
en sociologie

EXPLORE Rise MORE

FORMATIONS EN PRÉSENTIEL OU E-LEARNING



- FORMATIONS DIPLÔMANTES ET VAE
- FORMATIONS CERTIFIANTES
- FORMATIONS SUR-MESURE

Management et leadership, RH, GPEC, Gestion, Finance, Marketing, Commercial, Entrepreneurat, Bootcamps en anglais (business communication et préparation au TOEIC)

3 APPLIS POUR SE RECONVERTIR

1. Humanroads recense des formations et vous met en relation avec des professionnels et des étudiants qui les ont suivies. L'application, gratuite, se présente comme un « GPS des carrières » : on complète son profil – parcours et objectifs – puis les filières se dessinent en arborescence.

2. Bloomr mise sur le développement personnel et propose cinq programmes : faire le bilan, créer un nouveau projet professionnel, gérer ses émotions, donner du sens à son travail, et un dernier

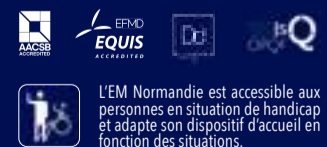
consacré à l'affirmation de soi. Une coach est joignable par messagerie instantanée. Prévoir 249 euros l'année pour les cinq programmes. Des tarifs réduits sont proposés.

3. Chance promet de vous aider à trouver votre voie en trois mois de coaching « satisfait ou remboursé ». Vidéos adaptées à votre profil, tests de personnalités, analyse de vos choix passés... La promesse a un coût : 825 euros, finançable par votre compte personnel de formation (CPF) ou par Pôle emploi.



OLD SCHOOL • YOUNG MIND™

Il ne sait pas encore qu'il va guider son entreprise vers le succès. À travers les programmes de formations diplômantes, qualifiantes et certifiantes de l'EM Normandie, en présentiel ou à distance, salariés et dirigeants obtiendront les clés pour fixer le cap vers la réussite et amener leur carrière à bon port.



L'EM Normandie est accessible aux personnes en situation de handicap et adapte son dispositif d'accueil en fonction des situations.

CAEN • LE HAVRE • PARIS • DUBLIN • OXFORD

em-normandie.com/fr/formation-continue

UN DIPLÔME DEPUIS MON SALON

Près de 60 000 personnes sont inscrites à l'université française en «distanciel». Des effectifs en constante progression



Depuis la mi-mars, universités et grandes écoles ont suspendu leurs cours et tentent progressivement de basculer tous leurs enseignements en ligne. Un vrai bouleversement pour les étudiants... Sauf pour ceux qui suivent des diplômes à distance, et qui sont bien souvent en reprise d'études, dans le cadre de la formation continue.

Des médecins voulant mieux comprendre la physique, des pilotes de ligne férus de sciences, des jeunes en reprise d'études ou empêchés d'aller sur les bancs de la fac parce qu'ils sont malades, en situation de handicap ou incarcérés : cet univers éclectique est celui de la formation diplômante en ligne, qui connaît un succès croissant à mesure que les technologies infiltrent les établissements d'enseignement supérieur.

Créée en 1987, la Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance (FIED) rassemble une trentaine d'universités proposant des formations diplômantes, ce qui la distingue de la plateforme France université numérique, qui offre uniquement des contenus pédagogiques. Au total, 55 000 à 60 000 étudiants suivent des enseignements universitaires en «distanciel», majoritairement au titre de la formation continue

LA SPÉCIFICITÉ DE LA FORMATION À DISTANCE, INITIALE COMME CONTINUE, EST D'EXIGER UNE GRANDE AUTONOMIE

– pour un tarif moyen de 150 euros, sans compter l'inscription en licence ou en master. Des effectifs en constante progression.

«Les entreprises sont de plus en plus demandeuses car nos formations ont l'avantage d'éviter à leurs salariés une absence ou des déplacements trop fréquents, analyse Jean-Marc Meunier, président de la FIED. Pour nos établissements, cela ouvre le catalogue des possibles.» Des mathématiques à la

physique en passant par la psychologie, le droit, les sciences de l'ingénieur, l'informatique ou la mécanique, le champ des études en ligne est de plus en plus vaste.

Patron de la start-up de 12 salariés Flexio, éditrice de logiciels, Nel Taurisson a fait appel à un étudiant en alternance du master d'informatique à distance de l'université de Franche-Comté. «Un alternant "en ligne" ne provoque pas de grosse rupture dans la vie de l'entreprise et il peut suivre des dossiers de bout en bout», argumente le chef d'entreprise. Antoine Becchetti, son apprenti, travaille depuis chez lui et se félicite d'avoir gagné en autonomie. «J'appréhendais le fait d'être à distance et d'allier un vrai emploi à mes études, mais j'ai sauté le pas et je ne le regrette pas.» Avec sept heures de travail hebdomadaire consacrées à son master, l'étudiant se considère comme un «collaborateur à 80%» de Flexio. Reste à gérer son emploi du temps avec rigueur. «Le plus compliqué, c'est de garder la motivation face à un rythme soutenu. Quand il faut rendre des devoirs, cela empiète sur le week-end.»

MARCHÉ PROMETTEUR

La spécificité de l'enseignement à distance, en formation initiale comme continue, est qu'il exige une grande autonomie, bien plus qu'en présentiel. «Il mobilise des compétences particulières d'organisation et de planification», souligne Jean-Marc Meunier. Sur un CV, un diplôme 100% en ligne peut faire la différence entre deux candidats, soutient-il. A distance, le taux de réussite serait comparable à celui des cursus en présentiel, de l'ordre de 50% de passage en deuxième année de

PARIS | NANTES | ALGER | SHENZHEN | CHENGDU

EXECUTIVE EDUCATION

Osez transformer votre horizon professionnel

TOP 50

FT
FINANCIAL
TIMES
WORLD
EXECUTIVE
EDUCATION
RANKING
2019

FORMATIONS EN PRÉSENTIEL & DIGITAL LEARNING

– ÉLIGIBLES AU CPF –

3000
cadres, managers et dirigeants formés/an

70
formations modulables orientées compétences

16
programmes diplômants Bac +3 à 5

+60
entreprises partenaires en sur-mesure



Audencia
audencia.com

licence. « Parfois, nos étudiants ont eu un parcours scolaire chaotique mais ils réussissent très bien à distance », relève Sabine Bottin-Rousseau, coordinatrice des enseignements à distance de Sorbonne-Université qui compte, selon les années, entre 600 et 700 étudiants « en ligne ».

Seules habilitées à délivrer des grades de licence, de master et de doctorat, les universités sont convoitées par de nombreux étudiants de grandes écoles qui souhaiteraient valoriser encore leur parcours grâce à un double diplôme en ligne. Mais, à Sorbonne-Université, Sabine Bottin-Rousseau refuse des candidats issus, notamment, des écoles d'ingénieurs : « Ils veulent suivre la troisième année de licence de mathématiques ou de physique en pensant qu'après une prépa, l'université sera facile. Mais c'est beaucoup trop lourd, et nous avons constaté qu'ils sont souvent en échec. »

Marché prometteur, l'enseignement diplômé 100 % en ligne est un créneau également largement occupé par des écoles privées. Faute de pouvoir remettre les mêmes diplômes que l'université, elles se rabattent sur une kyrielle de certifications qui n'ont pas toutes la même valeur. « Des formations fleurissent sans fondement universitaire et sous un tas d'appellations dont on n'arrive pas à situer le niveau du diplôme proposé », constate Jean-Marc Meunier, à la tête de la FIED. « On en trouve qui donnent uniquement un cours sous la forme d'un texte brut posé sur une plate-forme... Mais un cours à distance, ce n'est pas un livre. Et comme pour tout cours, il faut compter trois ans pour qu'il soit mature, suffisamment enrichi de divers supports », complète Fabrice Bouquet, pionnier du téléenseignement à l'Université de Franche-Comté.

BLOCS DE COMPÉTENCES

La directrice de l'Inead, une école 100 % en ligne, fondée en 1998 avec un catalogue d'une soixantaine de formations certifiantes, se rappelle de « difficultés au démarrage ». « Il était compliqué de faire reconnaître les titres que nous délivrions », indique Anna Nsono. Vingt ans plus tard, elle estime que ces titres inscrits au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) par France compétences ont « la même valeur que des titres universitaires », et que « les entreprises ne font pas la différence entre les deux ». A l'Inead, un titre RNCP de niveau bac revient à 2000 euros pour douze mois, et un titre de niveau bac+5, à 4000 euros. « Nous sommes moins cher que la majorité des écoles en présentiel », fait valoir Anna Nsono.

Outre des modules d'une durée d'un an ou plus, des établissements comme l'Académie proposent des formations de courte durée, en pleine expansion. « Ce sont des formations par blocs de compétences : un diplôme ou un titre peuvent contenir quatre à six blocs, et chacun est certifiant lui-même », explique Jean-Luc Codaccioni, son fondateur. Par exemple, un bloc de compétences pour « assurer et développer sa communication sur les réseaux sociaux » s'étale sur cinquante à quatre-vingts heures et correspond à une partie du diplôme en management et stratégie digitale.

L'école de commerce EM Lyon a, elle, lancé à la rentrée une déclinaison « en ligne » de son programme général de management à destination des « middle managers », pour un tarif de 18300 euros les seize mois. Pour différencier son offre, le directeur du programme, Jean-Charles Clément, évoque un atout de taille, à ses yeux : « Les participants du programme online pourront bénéficier d'un réseau de 2200 anciens du programme, et des 32000 de l'EM Lyon. »

SOAZIG LE NEVÉ

La cause animale, nouvelle niche à la fac

Face à l'intérêt suscité par cette thématique, les universités développent leur offre

Tout a commencé avec cette spécialisation en éthique animale, proposée par l'université de Strasbourg, en 2015. Suivie par ce diplôme universitaire (DU) en droit animalier de l'université de Limoges et par celui en droit des animaux de l'université de Toulon. En septembre 2019, c'est le DU « animaux et société » de l'université Rennes-II qui a fait parler de lui. Tous témoignent d'une même tendance : l'animal n'est plus l'objet des seuls cours de sciences. Il fait désormais l'objet d'enseignements et de formations en sciences humaines et sociales. Et ce n'est qu'un début.

« L'université tire les conséquences de la montée en puissance de questions relatives aux animaux dans la société », estime Olivier Le Bot, responsable du certificat universitaire en droit de l'animal qui ouvrira en juin à l'université d'Aix-Marseille. La montée du véganisme, de l'antispécisme ou de l'animalisme en politique constituent autant d'indices visibles d'un intérêt et d'un engagement croissants pour la cause animale.

« Il s'agit de prendre de la hauteur sur une question souvent très clivante », explique Emilie Dardenne, responsable pédagogique à Rennes-II du premier DU de sciences sociales consacré aux animaux en France. Les étudiants, tous en formation continue, y font de la sociologie du rapport à l'animal, du droit, de la géographie, y réfléchissent sur le véganisme et la « transition alimentaire ».

« On savait qu'il y avait une demande pour la création de formations qui puissent apporter des connaissances larges sur le sujet », précise Emilie Dardenne. Elle a reçu trente-huit candidatures de toute la France pour vingt places, de la part d'enseignants, de membres d'associations ou encore de juristes, très majoritairement déjà sensibilisés à la cause animale. Certains sont là par intérêt intellectuel, mais pas tous.

« Des professions se créent autour de ce sujet : on voit apparaître des postes consacrés à la condition animale dans les mairies, par exemple », assure Aude, 42 ans, salariée dans la communication. Sensible au bien-être animal, elle a intégré le DU de Rennes pour « acquérir des savoirs » sur le sujet, mais elle n'exclut pas une reconversion professionnelle dans le secteur de la protection animale.

Car le besoin de personnes ayant des connaissances spécifiques s'accroît, notamment dans les associations et les collectivités locales, a constaté Cédric Sueur, cofondateur de la spécialisation de Strasbourg. « Nous avions vu qu'il existait de plus en plus d'offres d'emploi qui demandaient de connaître l'animal, d'avoir des notions de biologie et de droit, et aucune formation spécifique. C'était important que l'université puisse proposer des formations sur un sujet qui crée beaucoup de confusion. »

Les étudiants qui obtiennent la spécialisation dans le cadre d'un master suivent des cours d'éthologie, d'économie, de droit ou de philosophie, et intègrent ensuite des ONG ou un site de la SPA. Les DU reflètent aussi l'intérêt croissant pour la question animale, notamment depuis 2015 et l'insertion dans le code civil d'un nouveau statut de l'animal comme

« être vivant doué de sensibilité ». A Limoges, le diplôme, ouvert en 2016, organise deux sessions par an pour faire face à l'afflux de demandes, selon la responsable, Séverine Nadaud. Quelques étudiants de master y côtoient avocats, magistrats, juristes, agents de collectivité territoriale et des « professionnels de la protection animale, comme les vétérinaires ».

« Les affaires concernant la cause animale portées devant les tribunaux augmentent, mais nous ne sommes que peu formés », explique Séverine Dauzon, avocate et diplômée du DU de Toulon. Au-delà de notions d'histoire et de philosophie, elle y a « appris à maîtriser des outils de droit » qu'elle peut « actionner au tribunal, pour avoir une incidence très concrète sur la condition des animaux ».

Ces DU sont aussi un terreau de réflexions sur l'évolution du droit. « Malgré l'avancée de 2015, l'animal reste soumis au régime des biens

meubles, là où nous plaçons pour qu'il soit doté d'une personnalité juridique », expliquent Cédric Riot et Caroline Regad, qui dirigent le DU de Toulon. C'est aussi grâce à un droit plus cohérent que la question avancera et, pour cela, les connaissances doivent se diffuser. »

« ACADÉMISATION »

Ces formations, bien qu'encore rares, témoignent de l'implantation en France d'un courant académique anglo-saxon : les *animal studies*. Cette communauté de recherche au croisement des sciences de la nature, des sciences sociales et des humanités, consacrée aux rapports entre humains et animaux, s'est surtout constituée à partir des années 1980, explique Jérôme Michalon, chargé de recherches au CNRS. Une cinquantaine d'universités américaines proposent des cours relatifs à la condition animale, mais « il aurait été difficile, il y a encore peu,

d'imaginer parler de véganisme et d'antispécisme à l'université française », poursuit le chercheur. Ces travaux n'ont gagné en visibilité et en crédibilité dans l'Hexagone que dans les années 2010. Depuis, « on constate un véritable mouvement d'académisation ».

Lequel ne se fait pas sans heurts, notamment en raison de procès récurrents en militantisme. C'est le cas à Rennes-II, où la présence de membres d'associations animalistes dans le corps enseignant a provoqué l'ire du député (LR) des Côtes-d'Armor Marc Le Fur et de représentants de l'industrie agro-alimentaire, qui ont fustigé une « idéologie » sous couvert d'une « accréditation universitaire ». C'est aussi le sentiment de Pierre, 64 ans, qui s'est inscrit au DU « par curiosité ». Il est l'un des deux étudiants issus de l'industrie agro-alimentaire : « Tous les aspects du rapport entre l'homme et l'animal ne sont pas traités : l'agriculture et

l'élevage ne sont jamais présentés comme des richesses pour la Bretagne. Les étudiants et certains enseignants semblent partager l'idée d'une nécessité d'abolir l'élevage, mais ça n'est pas aussi simple ! »

Cette porosité entre science et militantisme est caractéristique des *animal studies*, aujourd'hui animées par « des universitaires qui affirment une sensibilité vis-à-vis de la cause animale », concède M. Michalon. Reste que « cette communauté est à l'origine d'une importante production de connaissances », précise-t-il.

Aux critiques, Emilie Dardenne répond que les militants « n'interviennent pas en tant que tels, mais en tant que professionnels du droit et de l'éducation en éthique animale ». Quant aux autres enseignants : « Nous sommes universitaires. Notre objectif est de transmettre des savoirs, pas de former des militants », assure-t-elle. ●

ÉLÉA POMMIERS



PUBLICITÉ

Retrouver des modes de décision efficaces avec le « Tipping Point Experience »

Les neurosciences peuvent servir les prises de décisions complexes. Audencia propose des séminaires innovants basés sur l'expérience, pour ré-inventer des solutions pertinentes.

Comment chasser l'habitude d'appliquer des recettes traditionnelles dès qu'une situation complexe se présente ? Voilà en termes simples le point de départ d'une réflexion menée à partir des neurosciences pour oser abandonner les méthodes trop classiques.

Le séminaire inédit élaboré par Audencia propose ainsi de travailler sur les points de bascule des décisions. Ces moments précis où une situation imprévue appelle des solutions qui ne doivent plus être dictées par des modèles économiques prétendument fiables parce qu'utilisés depuis cinquante ans. « Ces modèles deviennent obsolètes et parfois même contre-productifs », explique Jean-Michel Moutot, professeur à Audencia et directeur de la chaire innovation et relation client. En les appliquant à la lettre, on peut foncer droit dans le mur. Souvenons-nous de Motorola, leader des téléphones portables de première génération, qui pour contrer l'arrivée de l'iPhone, avait renforcé les recettes de lean management qui

avaient fait son succès, et qui en optimisant et épurant encore ses méthodes de production avait précipité sa chute. A posteriori, il paraît évident que Motorola aurait dû faire une pause et comprendre que l'iPhone, offrant un accès à Internet, constituait une innovation radicale. Cet exemple confirme que face à une situation nouvelle, telle que nous en vivons actuellement avec la révolution digitale ou les enjeux planétaires et écologiques, il ne faut pas répondre par des décisions automatiques, même si elles semblent rationnelles, mais qu'il faut passer en mode adaptatif. »

Penser en dehors d'un cadre bien établi

De quoi s'agit-il ? « Notre cerveau est régi par quatre « gouvernances », décrypte Christophe Carpinelli, directeur adjoint Executive Education à Audencia. La gouvernance instinctive, celle de l'instinct de survie, active les stratégies de fuite, de lutte et d'inhibition ; elle est instantanée.

La gouvernance grégaire gère la confiance en soi, les luttes de pouvoir... La gouvernance émotionnelle compose avec notre vécu, nos désirs, préjugés, motivations... liés à l'histoire de chaque personne. Elles imposent des décisions à la fois rapides, puissantes et automatiques dans tous les domaines qu'elle maîtrise, c'est sa zone de confort. Enfin, la quatrième gouvernance, adaptative, gère les situations complexes, imprévues, non maîtrisées. C'est notre capacité à « penser out of the box ». Elle n'est ni rapide ni prioritaire et se trouve donc court-circuitée par les trois autres. A ce stade précis, les neurosciences peuvent intervenir pour identifier des déclencheurs et mobiliser des raisonnements différents afin de donner des réponses innovantes. Pour cela il faut savoir sortir du cadre et pivoter. Lors de nos séminaires, nous sortons les participants de leur zone de confort afin de trouver les points de bascule. Passer en mode de gouvernance adaptative s'apprend par l'expérience vécue dans des situations de tensions positives, ou par l'analyse du stress comme « Signal d'Alarme », indiquant que nous recrutons le Mode Mental inapproprié à la situation vécue. » La conscientisation de cette adaptation permet donc une meilleure gestion du stress et suscite des décisions qui ne sont pas dictées par des raisonnements automatiques. « Dans nos séminaires de « Tipping Point Experience », on incite les participants à prendre du recul face à leurs certitudes et habitudes, à les déconstruire pour être capable d'envisager des modèles nouveaux, complète Jean-Michel Moutot. Nous procédons, en quelque sorte à une « déprogrammation-re-programmation ». Pendant un ou deux jours, nous entraînons les participants à basculer en mode adaptatif par une gymnastique cérébrale basée sur des procédés ludiques ou la surprise. En groupe, le simple fait d'interagir avec d'autres personnes crée des nouvelles connexions neuronales. On ressort du séminaire avec les moyens de se challenger. »



www.audencia.com

« DE PLUS EN PLUS D'OFFRES D'EMPLOI DEMANDENT DE CONNAÎTRE L'ANIMAL »
CÉDRIC SUEUR
enseignant-chercheur

SOIGNER LA RELATION MÉDECINS-PATIENTS

Littérature, philosophie, éthique... de nouvelles formations en sciences humaines fleurissent pour permettre aux soignants de questionner leur rapport aux malades

En ces temps d'épidémie de Covid-19, il nous faudrait tous lire ou relire *La Peste* d'Albert Camus», lance Bernard Devalois. Coresponsable du diplôme universitaire (DU) «soins palliatifs, humanisme et bientraitance» de CY-Cergy-Paris-Université, le médecin de Bordeaux n'a pas pu animer mi-mars le premier séminaire commun entre sa formation et le certificat de médecine narrative en raison du coronavirus. Le thème de la matinée: «Complexités en fin de vie à travers la narration littéraire». L'analyse de textes comme *La Mort d'Ivan*

Illitch, de Tolstoï, ou *Les Araignées*, de Boris Vian, était au programme.

Pourquoi s'appuyer sur la littérature pour former des soignants? «Ecrire et lire permet d'arrêter de considérer le patient comme un objet mais bien comme un sujet», estime le médecin lettré. Le DU «soins palliatifs, humanisme et bientraitance» a été créé il y a six ans. Il compte une trentaine de soignants en exercice. Le certificat de médecine narrative, lui, vient d'ouvrir et réunit huit inscrites. Toutes ont des projets d'atelier d'écriture avec des soignants ou des soignés. Ergothérapeute en Ehpad,

Mathilde Wagner en met déjà en place pour ses résidents. «Malgré des troubles de la mémoire, ou de la parole pour certains, ils prennent du plaisir à créer ensemble. Ce sera aussi un moyen de les faire parler de leur entrée dans la résidence, de la maladie...», espère la professionnelle.

«L'ÉTHIQUE DOIT DEVENIR UNE COMPÉTENCE CLINIQUE»

CYNTHIA FLEURY
philosophe

La médecine est-elle allée trop loin dans la technique en délaissant le côté humain? Beaucoup de soignants le pensent aujourd'hui. Des masters et des diplômes universitaires accessibles aux professionnels de santé ont fleuri ces dernières années pour tenter d'y remédier. Par essence pluridisciplinaires, ils sont hébergés soit par les facultés de médecine soit par les facultés de sciences humaines.

«UNE RÉVOLUTION»

«Tout se passe comme si l'héritage "humaniste" des sciences médicales avait été oublié, à tel point que la réintroduction des

«sciences humaines et sociales» en médecine passe aujourd'hui pour une révolution», notait, fin 2019, un rapport conjoint des chaires «humanités et santé», du Conservatoire national des arts et métiers, et «philosophie à l'hôpital», dirigée par Cynthia Fleury, qui cartographie les enseignements d'humanités dans les facs de médecine. Titulaire de ces deux chaires, la philosophe le constate: «Les masters sont nombreux, mais pas toujours équitablement répartis, et les modalités d'évaluation de ces enseignements manquent de clarté. Nous défendons l'idée selon laquelle l'éthique doit être une compétence clinique et un critère essentiel pour la qualité de la décision médicale.»

Le master «éthique du soin et recherche», proposé conjointement par les trois universités toulousaines, fait partie des pionniers en la matière. Depuis onze ans, il associe des enseignements de philosophie, de droit et de médecine autour des questions éthiques. «Dans la vie commençante (demande de procréation, interruption volontaire de grossesse...) comme dans la vie finissante (soins palliatifs...), les médecins sont confrontés à des réflexions éthiques qui doivent aboutir à des prises de décision», souligne le professeur Louis Bujan, coresponsable de ce master. Cours magistraux, mise en situation, stage et mémoire émaillent les deux années de formation.

L'ART DE LA MÉDECINE

Médecin généraliste dans le service de soins palliatifs du CHU de Toulouse, Sandrine Junqua, 43 ans, est en train de terminer ce cursus. Elle s'y est engagée «dans une quête réflexive»: «Les avancées de notre médecine technoscientifique repoussent les limites, mais on ne se demande pas toujours quelles sont les conséquences de ces traitements sur les patients.» Le master lui apporte une ouverture, notamment avec la philosophie, et une émulation intellectuelle qui transforme sa pratique. «Lors des discussions éthiques, au sein de mon service, les lectures que j'ai pu faire m'aident à prendre du recul et à orienter les questions pour amener de la tempérance», estime-t-elle.

La médecine est un art, martèlent ces soignants humanistes. «Un art qui allie une techné – un savoir-faire scientifique, pluridisciplinaire, très exigeant – à un autre savoir-faire, relationnel. Cette relation entre soignant et patient va engendrer la confiance nécessaire au soin. C'est un art qui lie corps et esprit», analyse Marie-Elisabeth Sanselme-Cardenas, gynécologue et présidente de l'association Médecine et psychanalyse dans la cité. Elle a participé à la création, fin 2019, d'un DU consacré à «la relation médecins-

soignants/patients, consciente et inconsciente» à l'université Clermont-Auvergne, en partenariat avec la chaire de philosophie à l'hôpital et l'université des patients-Sorbonne. Elle ne cache pas les réticences auxquelles elle a dû faire face: «Nous avons attendu quatre ans avant de pouvoir ouvrir la formation.»

Originalité de ce programme: il mêle professionnels de santé – médecins généralistes, spécialistes, infirmières, ostéopathes... – et «patients-experts». Philosophie, psychanalyse, éthique, relations entre généralistes et spécialités constituent les grands axes du cursus. «Il s'agit de remettre la parole au centre, de réinviter le doute et de considérer la relation soignant-patient dans les deux sens. Le soignant peut aussi apprendre de son patient», souligne Mylène Blasco, professeure de linguistique et coresponsable du diplôme universitaire.

BURN-OUT

Patiente-partenaire à l'Institut du sein d'Aquitaine, après avoir elle-même vécu un cancer du sein il y a cinq ans, Sabine Dutheil va rédiger un mémoire avec une médecin généraliste dans le cadre de ce DU: «Nous avons beaucoup à apprendre l'une de l'autre. Convoquer les sciences humaines et sociales favorise la réflexion critique tout en évitant les certitudes et les dogmes.»

Cette renaissance des humanités en médecine vient aussi rencontrer les questions de la qualité de vie au travail et de surmenage des professionnels de santé. Des formations universitaires se placent sur ce terrain, comme le DU «méditation, gestion du stress et relation de soin» de Sorbonne-Université. Il allie pratique méditative, communication non violente et réflexion philosophique.

Lui aussi a suscité des résistances à son ouverture, il y a six ans, mais il est depuis très prisé. Cinquante professionnels de santé le suivent chaque année. «Prendre en compte le champ émotionnel du malade et du soignant s'avère essentiel. La frustration de ne pas convaincre un patient de prendre un traitement peut être délétère pour un médecin. Les pratiques méditatives conduisent à mieux ressentir ce stress et à disposer des ressources pour stabiliser nos émotions afin de rentrer dans une relation à la réalité plus posée», affirme la professeure Corinne Isnard-Bagnis, responsable du cursus.

Patricia Villié en a fait l'expérience. Après plusieurs stages intenses en réanimation, durant son internat, elle a fait un burn-out, sans s'en rendre compte sur le moment. Après une pause, elle s'est réorientée en néphrologie. Son chef de service lui propose alors de suivre ce DU. «Cette formation m'a permis de prendre en compte la dimension émotionnelle du patient, que je fuyais jusqu'ici plus que tout. Les patients n'attendent pas forcément qu'on soigne leur corps. Ils attendent d'aller mieux et ça peut simplement passer par écouter leurs angoisses», se rend compte la médecin, âgée de 30 ans. Des enseignements qui tranchent avec ses études de médecine: «On se faisait rabrouer quand on abordait ces questions émotionnelles», se souvient-elle. ●

SYLVIE LECHERBONNIER

LES TESTS
TOEIC[®]

À la hauteur
de vos ambitions

LA RÉFÉRENCE MONDIALE
POUR L'ÉVALUATION
DES NIVEAUX D'ANGLAIS

ÉLIGIBLE
au CPF**

www.etsglobal.org

ETS TOEIC est une marque déposée de Educational Testing Service. Tous droits réservés. ETS, la logo ETS et TOEIC sont des marques déposées de Educational Testing Service. © 2019 ETS. Tous droits réservés.

Du sur-mesure pour les **autistes Asperger**

L'accompagnement de ces publics progresse et des cursus spécifiques voient le jour

Face à la conseillère carrières de Grenoble Ecole de management, qui anime en cet après-midi de février un atelier sur le CV et la recherche d'emploi, François-Xavier, 32 ans, est dubitatif : « *Qu'est-ce que je peux bien apporter à une entreprise ?* » Le public de cet atelier n'est pas classique : les présents sont tous porteurs du syndrome d'Asperger, l'un des troubles du spectre de l'autisme. Ils sont inscrits dans la formation certifiante « data Asperger » qu'a mise en place l'école de commerce il y a deux ans, pour former des analystes de données et des développeurs. Des métiers qui demandent de la rigueur, des capacités d'analyse et de mémorisation. Les compétences phares des personnes Asperger.

Les cours ont lieu à la fois en présentiel et à distance, pour que chacun apprenne à son rythme. Des ateliers d'habileté sociale, un suivi psychologique et un stage sont aussi au programme de cette formation de dix mois, soutenue par la région Auvergne-Rhône-Alpes et par des entreprises qui accueillent les stagiaires.

CHANGER UN NÉON

Quatorze étudiants de 18 ans à 43 ans composent la seconde promotion de ce cursus. Beaucoup ont des parcours atypiques. Certains n'ont pas le bac. Après une scolarité chaotique et dix années à donner des cours de musique, François-Xavier espère trouver un emploi stable avec cette formation. « *Mon objectif principal pendant toutes ces années a été de m'adapter à la société* », assure ce pianiste, qui a été diagnostiqué il y a trois ans et demi.

Autre élève de la promo, Nadir Zaghlan raconte que ses études d'ingénieur ont été un calvaire. « *J'avais beaucoup de mal à m'intégrer dans les travaux de groupe* », dit-il, confiant être tombé en dépression à cette époque. C'est lors des stages que ses difficultés prennent de l'ampleur. « *Toutes les stratégies que j'avais mises en place pour avoir l'air comme tout le monde ne fonctionnaient plus. Je n'avais pas les codes, et je dépensais trop d'énergie pour compenser mes difficultés* ». Une fois diplômé, Nadir est devenu animateur d'un centre aéré pour enfants en situation de handicap, un milieu où il se sent plus à son aise. Il reprend confiance. Et décide de se faire diagnostiquer. Un parcours du combattant qui le conduit au certificat « data Asperger ». « *C'est un soulagement de rencontrer des personnes qui possèdent les mêmes troubles que moi et de bénéficier d'une formation adaptée* ».

Handicap invisible, les troubles du spectre de l'autisme (TSA), de plus en plus détectés à l'échelle de la population, provoquent majoritairement des lacunes relationnelles et une hypersensibilité. Ils nécessitent une grande attention de la part des équipes éducatives.

A Grenoble, la directrice de ce certificat inédit, Laurence Sirac, elle-même autiste Asperger, veille au grain. Le matin même, elle a fait changer en urgence un néon qui clignotait dans la salle de cours. « *Une personne autiste est susceptible de traiter toutes les informations sensorielles au même niveau. Elle peut être mise en grande difficulté par cette simple gêne* », souligne-t-elle.

« *Certains étudiants autistes abandonnent leur cursus alors qu'ils sont très bons intellectuellement, mais ils n'ont pas les codes sociaux indispensables pour s'intégrer*, explique le professeur de psychologie cognitive Patrick Chambres, responsable de la plate-forme universitaire de formation à distance au spectre de l'autisme. *Il faut leur donner les moyens de les acquérir. Ils ont besoin de consignes explicites et d'un environnement prévisible. Demander à une personne de travailler telle notion pour demain n'est pas assez clair, par exemple. Il faut définir le temps à passer dessus. Une personne autiste ne trie pas les informations et s'attache aux détails* ».

Le secret, pour favoriser la réussite de ces publics dans l'enseignement supérieur, tient en un mot : l'accompagnement. « *Cela demande la mobilisation de toute la communauté éducative, une adaptation de la pédagogie et de l'accueil* », remarque Julien Soreau, responsable du pôle diversité de l'EM Normandie et coanimateur du groupe handicap de la Conférence des grandes écoles. Cet accompagnement s'avère payant. « *Nous avions cette année une personne autiste qui suivait le programme grande école de l'EM en formation continue – il avait entamé une reconversion après ses 50 ans. Il est venu nous voir au cours de son année de master 1, alors qu'il était sur le point d'abandonner. Il ne supportait plus le regard des autres et se sentait incompris des enseignants. Nous avons basculé sa formation en e-learning et je suis devenu son interlocuteur unique. Il est en train de terminer avec succès son cursus* », raconte Julien Soreau.

ANGOISSE EN AMPHI

Gabin Widendaale, lui aussi, a vu la différence. Etudiant à l'université d'Avignon, il a été diagnostiqué Asperger à 18 ans, mais n'a pas voulu le signaler à son établissement. « *Aller en amphi me donnait des crises d'angoisse. Il y avait trop de monde, le micro était trop fort, il y avait trop de lumière* », se souvient-il. Il enchaîne quelques semaines en licence « méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises » (Miage), puis un semestre en philosophie, un semestre en physique, avant d'atterrir en licence information-communication. Il décide alors de contacter le relais handicap de son université, qui lui propose un régime d'études adapté. « *Ça a tout changé*, explique l'étudiant.

Je suis dispensé d'assiduité au cours, je passe mes examens dans une salle isolée... J'étais en échec scolaire, je suis devenu l'un des meilleurs de ma promotion. »

KIT DE SENSIBILISATION

Pour passer à la vitesse supérieure, 16 établissements se sont fédérés en 2018 autour de « construire une université Aspie-Friendly » (le terme « Aspie » regroupe les personnes autistes sans déficience intellectuelle). Ce projet a reçu une dotation de 5 millions d'euros sur dix ans dans le cadre du programme « investissements d'avenir ». « *Nous proposons une approche globale, de la préparation à l'entrée à l'université, en passant par les innovations et le suivi pédagogiques nécessaires, jusqu'à l'insertion professionnelle avec les entreprises partenaires* », détaille Bertrand Monthubert,

ancien président de l'université Toulouse-III, porteur du projet.

L'accent a d'abord été mis sur la formation de la communauté universitaire et l'échange de bonnes pratiques. Un centre de ressources vient d'être mis en ligne, quelques jours avant la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, le 2 avril. En 2019, près de 500 enseignants et administratifs ont été

formés aux particularités de l'autisme. L'université Paris-Saclay propose aussi aux personnels un kit de sensibilisation pour aider tout un chacun à se rendre compte des difficultés rencontrées par les personnes avec TSA. Le kit propose par exemple de se mettre dans une situation de « surcharge sensorielle », avec une tâche à effectuer dans un environnement stressant, assis sur un coussin piquant. « *Il est important de soulever les incompréhensions qui peuvent naître. Non, l'étudiant n'est pas malpoli. Ce sont ses troubles autistiques qui créent ces comportements qui peuvent sembler bizarres au premier abord* », insiste Ghislain Remy, chargé de mission handicap de l'établissement.

L'université Clermont-Auvergne, elle, a créé fin 2019 des « cafés Asperger » où se retrouvent chaque mois élèves, enseignants et per-

sonnels qui le souhaitent pour discuter de manière informelle des expériences de chacun, autiste ou non. « *Pour diverses raisons liées au secret médical ou à une certaine réserve des personnes concernées, les étudiants autistes restent, à quelques exceptions près, invisibles et inaccessibles, alors même que c'est pour eux que nous travaillons* », remarque Hélène Vial, maîtresse de conférences et référente « Aspie-Friendly » de cette université.

L'épidémie de coronavirus est venue chambouler tout ce qui avait été mis en place et fragiliser ces étudiants. A Grenoble, Laurence Sirac a immédiatement réagi : « *Le changement de calendrier et de consignes génère un grand stress. Nous avons mis au point des outils pour accroître notre vigilance, même à distance* ».

● SYLVIE LECHERBONNIER

**SEIZE
ÉTABLISSEMENTS
SE SONT FÉDÉRÉS
EN 2018 AUTOUR
DU PROJET
« CONSTRUIRE
UNE UNIVERSITÉ
ASPIE-FRIENDLY »**

IL ÉTAIT UNE FOIS, VOUS.

Vous et vos envies,
Vous et vos objectifs professionnels :
changez le cours de votre histoire
avec l'IAE Paris-Sorbonne
Business School
www.iae-paris.com

CANDIDATURES EXECUTIVE du 04/05/20 au 01/06/20

UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON SORBONNE
IAE PARIS
SORBONNE BUSINESS SCHOOL

Une grande histoire de management

L'APPRÉHENSION DES TROUBLES DE L'AUTISME PROGRESSE DOUCEMENT

Parmi les autistes, seulement **13% suivent des études supérieures**. Alors que 81% d'entre eux sont scolarisés en maternelle, et 32% au lycée, selon une enquête de 2013.

En 2018, le ministère de l'enseignement supérieur a recensé **863 étudiants autistes** suivis par les dispositifs handicap des universités et écoles sous sa tutelle. **Un chiffre en augmentation de 35%** par an depuis 2016, mais qui ne prend pas en compte les nombreux étudiants qui ne souhaitent pas se signaler ni ceux qui seront diagnostiqués plus tardivement dans leur vie.

On estime à 1% la prévalence de l'autisme dans la population.



J'AVAIS 20 ANS

« MON PARCOURS NE RESSEMBLE PAS À CE QUE J'AVAIS PRÉVU »

BERTRAND PÉRIER



Bertrand Périer, le 5 septembre 2019. SAMUEL BOVIN

Cet avocat, maître de l'éloquence, raconte son itinéraire de bon élève et son goût, né sur le tard, pour la parole

En plein confinement, il s'exclame : « *Votre appel est une leue dans ma journée!* » Orateur, hâbleur, on imagine mal Bertrand Périer rester muet longtemps. Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, il enseigne la prise de parole en public. Auteur de *La parole est un sport de combat* et *Sur le bout de la langue*

(JC Lattès, 2017 et 2019), acteur dans *A voix haute*, de Stéphane de Freitas et Ladj Ly, et *Banlieusards*, de Leïla Sy et Kery James, il savoure aujourd'hui son succès.

Dans quel milieu avez-vous grandi ?

J'ai été élevé en banlieue parisienne, à Clamart, dans le « 9-2 ». Mon père était entrepreneur dans

le bâtiment, ma mère secrétaire médicale. Nous faisons partie de la petite bourgeoisie : pas de problème d'argent mais nous n'étions pas riches comme Crésus. Mes parents étant tous deux autodidactes, ils accordaient à mes études une importance toute particulière. Ils mettaient des moyens hors du commun pour que je réussisse à l'école, quitte à se sacrifier.

Ma mère, initialement infirmière dans un bloc opératoire, a souhaité changer de métier pour se dégager du temps : elle m'a fait faire mes devoirs jusqu'à très tard !

Aviez-vous de bons résultats ?

Coup de bol, oui ! J'étais tête de classe au collège et au lycée, dans un environnement pas hyper-compétitif. En revanche, j'étais d'une nullité abyssale en mathématiques. Comme tant d'autres, on m'a emmené au forceps jusqu'au bac C [*scientifique*], à l'époque, filière incontournable pour les bons élèves dans l'imaginaire des enseignants. J'aurais voulu poursuivre en classe prépa mais les résultats en maths y ont fait obstacle. Je ne pouvais entrer ni en prépa d'école d'ingénieurs ni en prépa de commerce. Quant à l'hypokhâgne, je ne savais même pas que ça existait.

Vous obtenez le bac à 16 ans : difficile de se connaître pour bien s'orienter à cet âge-là...

Oui, fatalement. Comme beaucoup de bons élèves qui ne savent pas ce qu'ils vont faire dans la vie, j'ai choisi Sciences Po. Ce n'était pas un pis-aller, mais une façon de retarder les choix. Cela m'arrangeait de rester généraliste et de conserver un large panel de matières. Parallèlement, je me suis inscrit à Assas, à la faculté de droit. Il fallait tout de même que j'ajoute une corde à mon arc. En ce temps-là, on nous mettait dehors au bout de trois ans ! A 20 ans, je suis donc diplômé de Sciences Po.

Avec un projet pour la suite ?

Faire l'ENA ! C'était le modèle de réussite que l'on nous présentait comme l'alpha et l'oméga d'absolument tout. A Sciences Po, on nous donnait à admirer le sémillant inspecteur des finances ou le fringant auditeur au Conseil d'Etat. J'ai passé le concours et j'ai échoué. Une fois à l'écrit, une fois à l'oral, en 1994 et 1995. En 1995, j'entre à HEC. Jamais l'idée de faire carrière dans la finance ou le marketing ne m'a effleuré, j'y suis allé en passager clandestin. A ce moment-là, je sais que je serai avocat. J'aimais la rigueur du raisonnement, ce côté implacable des règles d'organisation d'une société.

Avez-vous souffert de cet échec à l'ENA ?

Quand la porte se ferme, à 22 ans, c'est un renoncement difficile. Sans savoir ce que cela recouvrait comme métiers, j'étais persuadé que devenir haut fonctionnaire représentait l'unique forme d'accomplissement possible. Je savais simplement que cela désignait la réussite scolaire, puis-

qu'il s'agissait des concours les plus difficiles de la République. Cet échec fait partie des bagages avec lesquels on vit. Ce n'est pas non plus la fin du monde.

Devenir avocat, était-ce finalement un choix par défaut ?

Je n'étais pas comme ces confrères qui étaient révoltés par les injustices dès l'école maternelle. Je n'étais pas un avocat de vocation, je l'ai été objectivement par résignation. Aujourd'hui, je le suis par conviction : je me suis réconcilié avec ce métier que je n'ai pas choisi. Je crois qu'on ne fait pas des études pour soi, mais pour rendre fiers ses parents. Ils m'ont donné la possibilité d'aller au bout de mes capacités. Et puis j'ai aimé Sciences Po, cette vie associative, ce bouillonnement politique... Je me souviens que nous avions occupé l'école : quel moment marquant que de passer la nuit à jouer

Dates-clés

1972 Naissance à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine)

1999 Avocat au barreau de Paris

2003 Secrétaire de la Conférence du barreau de Paris

2012 Première participation au programme Eloquentia

2016 Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

2017 Parution de *La parole est un sport de combat*, son premier livre (JC Lattès)

Avez-vous des regrets quant à votre jeunesse ?

Oui, je regrette de ne pas être parti vivre à l'étranger. Découvrir un pays, se déraciner de son milieu... Cela m'aurait fait beaucoup de bien de me confronter à ce type d'expérience. Même à HEC, pour mon stage à l'étranger, j'ai fait le mauvais choix d'aller à Bruxelles. C'était stupide, il fallait évidemment partir à Rio ou à Tokyo !

Votre déclin a été tardif ?

Ce que j'avais semé à 20 ans, je l'ai récolté à 30, en me réconciliant avec la parole. J'ai découvert cette oralité joyeuse et festive quand j'ai réussi le concours d'éloquence du barreau de Paris, en 2003. La parole est devenue nécessaire, et j'ai commencé à enseigner. Ensuite, j'ai été embarqué dans l'aventure Eloquentia, un programme éducatif de prise de parole en public. Puis dans le film *A voix haute*. Le hasard décide pour vous...

Je trouve effrayable de voir ces jeunes de 19 ans, en fac de droit, qui connaissent déjà leur date de prestation de serment d'avocat. Moi, je suis en permanence perclus de doutes. Ma vingtaine a été une période d'incertitude, de construction aussi, de tâtonnements. La grande leçon de ces années, c'est que rien n'est écrit. Mon parcours ne ressemble ni à ce que j'avais prévu ni à ce que j'avais rêvé. Mais le travail finit par porter ses fruits. Ne vous dites pas que la vie s'arrête si vous échouez quelque part !

Enseigner, en Seine-Saint-Denis notamment, continue de vous nourrir ?

C'était un défi de confronter ma vision de la parole à un autre milieu. Celle avec laquelle j'ai été élevé en préparant le concours du barreau n'a pas tenu 15 secondes en Seine-Saint-Denis ! Désormais j'enseigne aussi différemment à Sciences Po : une parole moins formatée, moins sophiste, plus spontanée ; dans l'expression d'une conviction réelle plus que dans l'exercice de style. Initier à l'exorde et la péroration n'est qu'un prétexte pour rencontrer des gens et encourager des parcours.

Avec le recul, pensez-vous que 20 ans était votre plus bel âge ?

Pas une seconde ! J'ai 47 ans et ces cinq dernières années ont été extraordinaires, avec les films, les livres, le petit peu de notoriété... 20 ans, c'était l'âge des concours, du jugement, d'une forme de pression. Mais c'est aussi parce que je ne m'en suis pas fait le plus bel âge : cela ne tient qu'à vous. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
LÉA IRIBARNEGARY

{ Coding Academy }
BY EPITECH

94%
de nos certifiés
sont en emploi
(dont 80% en CDI)

APRÈS UN BAC +2 TOUTES FILIÈRES CONFONDUES
DEVENEZ DÉVELOPPEUR ET BOOSTEZ VOTRE CARRIÈRE
FORMATION EN 22 SEMAINES

Nos formations sont délivrées sur l'ensemble des campus Epitech

www.coding-academy.fr

PREMIER EMPLOI

VALORISER LES LANGUES D'ORIGINE

Il n'est pas toujours facile pour les jeunes de mettre en avant cet héritage familial

Pendant longtemps, Samir, 24 ans, étudiant en communication, avait du mal à « assumer » ses origines culturelles et son bagage linguistique. « Ma mère est d'origine algérienne, mon père d'origine tchèque. Ils ont tout donné pour que l'ascenseur social fonctionne et ils ont fait passer leur culture au second plan. J'appartiens à cette génération issue de l'immigration à qui les parents ont inculqué en priorité l'importance du français », raconte ce Rémois, qui ne parle pas tchèque et affirme avoir une connaissance « orale » de l'arabe oranais. « Pendant longtemps, j'ai eu peur que cela me desserve, j'ai même hésité à franciser mon nom. C'est un voyage aux États-Unis, en terminale, qui m'a libéré : j'ai réalisé la force du multiculturalisme, surtout à l'ère de la mondialisation. J'ai compris que mon identité plurielle était un plus, qu'elle me rendait plus ouvert d'esprit, et plus flexible », raconte le jeune homme.

Sur son CV, la langue arabe figure aux côtés de l'anglais et de l'allemand, et cette compétence donne lieu, comme d'autres, à des discussions en entretien d'embauche et avec ses potentiels recruteurs. « Lors de mon stage précédent, où j'étais assistant dans une agence qui travaillait avec le Moyen-Orient, ce fut clairement utile », poursuit Samir, avant d'inviter les jeunes dans son cas « à ne surtout pas s'autocensurer ».

DISCRIMINATIONS

S'autocensurer ? Ils et elles sont nombreux à nous avoir confié des histoires similaires : ne pas savoir « quoi faire » de leur connaissance des langues familiales originelles, surtout quand celles-ci sont liées aux vagues migratoires postcoloniales. Si la France compte de 3 à 4 millions d'arabophones, selon le ministère de la culture, beaucoup ont l'impression que ces langues ne servent « à rien », socialement et professionnellement. Et qu'elles les desservent, dans un contexte où persistent les discriminations à l'embauche des candidats ayant un nom à consonance maghrébine, comme en témoignent les opérations de « testing » menées sous la direction de Jean-François Amadiou, cofondateur de l'Observatoire des discriminations.

Pourtant, les cabinets de recrutement, chercheurs, conseillers en orientation ou enseignants que nous avons interrogés sont unanimes : le plurilinguisme est une force, que les langues en question soient partiellement ou parfaitement maîtrisées. Autrement dit, ils recommandent de cultiver et de valoriser ces connaissances linguistiques et culturelles, dans sa vie comme sur son CV, dans les cursus d'excellence comme sur Parcoursup (dans la rubrique « ouverture au monde », située dans les « centres d'intérêt »).

Certains prennent conscience tardivement de cette richesse. Naît alors le regret de ne pas les avoir assez pratiquées. Ilyass, 26 ans, confie ainsi avoir renoué tardivement avec l'arabe marocain de ses parents, après des années à entretenir des rapports ambigus avec leur culture. « A 10 ans, je rejetais l'arabe, insistant

sur ma bonne maîtrise du français. Puis, une fois arrivé dans un lycée parisien entouré de gens n'ayant grandi qu'avec le français, je me suis mis à revendiquer cette langue qui m'était pourtant devenue de plus en plus étrangère. » Il multiplie désormais les sessions de rattrapage avec ses parents, en regardant la télé marocaine ou avec des amis.

« Les langues les plus valorisées pour trouver un travail, bien sûr, restent le trio de tête anglais-espagnol-allemand, avec une domination incontestée de l'anglais. Mais d'autres, telles que le chinois, le russe, l'arabe, le portugais ou, dans une moindre mesure, l'hindi sont de plus en plus utiles professionnellement », résume Delphine Hervé, consultante en recrutement chez Mozaïk RH, cabinet spécialisé dans l'inclusion économique et la lutte contre les discriminations à l'embauche. Elle souligne la valeur de ces langues dans les secteurs divers pour lesquels son cabinet est sollicité : la vente de détail, l'immobilier de luxe, le secteur associatif et les ONG où il s'agit d'être au plus près des bénéficiaires, le génie civil, les affaires internationales... « Il y a un décalage entre l'offre et la demande, puisque ces langues ne se retrouvent pas assez dans les cursus scolaires les plus empruntés. C'est dommage, car la France dispose de cette richesse linguistique, notamment dans les quartiers, sur laquelle il serait possible de capitaliser », analyse-t-elle.

Delphine Hervé conseille donc de bien indiquer son niveau de langue sur son CV, ainsi que le contexte d'utilisation, et de ne pas hésiter à faire certifier ces connaissances. D'autant qu'a été créé en 2019 le certificat international de maîtrise en arabe moderne standard (CIMA), délivré par l'Institut du monde arabe, afin d'évaluer les niveaux sur le même modèle que le TOEFL en anglais ou le DELE en espagnol. Un certificat utile pour celles et ceux qui ne passent pas par des cursus diplômants en langue, telles les licences de langues à l'université, ou par l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

INÉGALITÉS TERRITORIALES

Du côté des grandes écoles, il y a là aussi une carte à jouer puisque celles-ci insistent de plus en plus sur la connaissance d'une deuxième langue étrangère après l'anglais – la seule maîtrise de l'anglais pouvant paraître insuffisante sur un marché du travail tendu et compétitif. Pour Jörg Eschenauer, président du département langue et culture de l'École des ponts et chaussées, à la tête du groupe de travail « langues » de la Conférence des grandes écoles, la maîtrise d'autres langues est stratégique pour des entreprises qui mènent des affaires à l'international : « On sait parfaitement que, dans une négociation avec des partenaires étrangers, l'essentiel se trame par exemple au café, ou après la réunion de travail qui s'est tenue dans un anglais souvent lamentable. Lors de ces moments, avec ces quelques mots échangés en portugais ou en arabe, la connivence est créée, et fait la différence. »

Selon Jörg Eschenauer, la question de l'utilité du plurilinguisme ne devrait donc même pas se poser. Simple, pour parvenir à des cursus d'excellence en misant sur une deuxième langue, encore faut-il que celle-ci soit maîtrisée et donc qu'un apprentissage continu de qualité ait eu lieu. C'est là que le bât blesse. L'enseignement de ces langues en primaire et dans le secondaire

souffre d'inégalités territoriales et de fortes tensions politiques.

En témoignent les polémiques à répétition autour des enseignements langue et culture d'origine (ELCO), dispositifs censés permettre aux élèves, du CE1 jusqu'au lycée, d'apprendre l'arabe, le portugais, l'italien, le turc ou encore le serbe, qui déchainent les passions à chaque tentative de réforme. « L'apprentissage est rendu compliqué par le stigmatisé associé à la culture arabe en France, mais aussi par la linguistique elle-même, puisque la langue commune n'est finalement la langue de personne ; les dialectes sont la norme », note Nabil Wakim, journaliste au Monde et auteur de l'ouvrage à paraître aux éditions du Seuil *L'Arabe pour tous. Pourquoi ma langue est taboue en France*. Résultat : la qualité laisse à désirer.

« Il est important de mieux outiller les jeunes, qu'il y ait une logique d'apprentissage permettant de dépasser la dichotomie entre les dialectes et l'arabe littéraire. Après tout, ça ne pose pas de problème en espagnol : le fait d'avoir appris le castillan n'empêche pas de communiquer avec un Argentin », note-t-il. Il lui paraît en outre essentiel de travailler autour de la réputation de la langue. « Le portugais, lui aussi langue d'immigration, a longtemps souffert de stéréotypes et de caricatures, mais la communauté portugaise a su le maintenir vivace. L'image positive du Brésil joue également un rôle : elle a donné envie à des Français sans lien avec la culture lusophone d'apprendre la langue », analyse le journaliste et auteur, estimant qu'il y a là une source d'inspira-

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES EN PRIMAIRE ET EN SECONDAIRE SOUFFRE DE FORTES TENSIONS POLITIQUES

tion pour redonner à l'arabe ses lettres de noblesse.

En attendant une hypothétique apaisement autour de ces questions, Sandrine Eschenauer, chercheuse en sciences du langage à l'université d'Aix-Marseille, invite à l'optimisme. Formatrice d'enseignants en langues du premier et du second degré, elle constate une attention de plus en

plus poussée des jeunes professeurs « aux biographies langagières » de leurs élèves.

Autrement dit, de nouvelles générations d'enseignants souhaitent donner une plus grande place aux connaissances linguistiques et culturelles transmises par les familles mais aussi par les films, la musique et les récits qui nourrissent les élèves. « L'enjeu est qu'ils comprennent par exemple que leurs mots en wolof ont autant de valeur que l'anglais, qu'ils se sentent plus en confiance, que ce bagage serve de socle d'apprentissage à d'autres compétences. Et que l'on crée ainsi des ponts entre la culture de l'école et les cultures des élèves », explique-t-elle. Pour que, une fois jeune adulte, ceux-ci se sentent autorisés à les valoriser. ●

IRIS DERÈUX

Ne changez pas, révélez-vous.

Sciences Po Executive Education forme les professionnels aux compétences et aux métiers de demain.

SciencesPo
EXECUTIVE EDUCATION

« LE CHINOIS, LE
RUSSE, L'ARABE
OU LE PORTUGAIS
SONT DE PLUS
EN PLUS UTILES »

DELPHINE HERVÉ
consultante
en recrutement

VIE ÉTUDIANTE

CHATS ET CHIENS POUR LES RATS DE BIBLIOTHÈQUE

Médiation animale, massages, prêts divers... les bibliothèques universitaires se repensent comme des tiers-lieux de vie

Depuis la fermeture imposée des bibliothèques universitaires (BU) pour cause d'épidémie due au coronavirus, Virgile Régnier, 22 ans, étudiant en master « mondes médiévaux » à l'université de Lyon-II, se sent un peu comme un naufragé. Reclus chez ses parents, en Ardèche, le jeune homme a accès au fonds documentaire en ligne de l'université, mais son cadre de travail habituel lui manque. « Les BU de Lyon sont pour moi de véritables lieux de vie », dit-il. « Avec l'écriture de mon mémoire, j'y passe près de six à sept heures par jour. J'y croise toujours des connaissances. Parfois, j'y donne même des rendez-vous. » Comme si ces bibliothèques étaient devenues sa deuxième maison.

Pour nombre d'étudiants, ces fermetures laissent un vide. Les BU ne sont pas de simples lieux de travail, de consultation ou de prêts d'ouvrages. « Les nouvelles générations n'ont plus le même rapport aux livres, et surtout n'ont plus forcément besoin de venir en bibliothèque pour accéder aux ressources documentaires », observe Frédéric Saby, coauteur en 2013 de *L'avenir des bibliothèques* (Presses de l'Enssib). Le taux d'emprunt des documents imprimés s'est effondré. A la bibliothèque droit et lettres de Grenoble, il a été divisé par trois en vingt ans. Les fonctions et les services offerts par les 539 BU de France, qui ont accueilli 69,5 millions de visiteurs en 2017, sont en profonde évolution.

Les étudiants cherchent dans ces lieux non plus seulement des espaces silencieux pour réviser, mais aussi « des lieux vivants qui soient de véritables objets "motivacionnels" », constate Nathalie Clot, qui chapeaute les deux sites d'Angers. L'institution a aménagé dans ses murs une galerie d'art, propose des « tests de condition physique, des cours de sophrologie, des séances d'initiation à l'automassage » ainsi que des ateliers de médiation animale avec des chiens.

A la bibliothèque Saint-Serge d'Angers, un mercredi soir de mars avant le confinement, une quinzaine d'étudiants, assis en cercle sur des couvertures. Nova, une chienne Cavalier King Charles noire fait le tour de chacun, comme pour dire bonjour. « Vas-y, donne-nous ton dos », lance une douce voix féminine à Heaven, l'un des deux Golden Retriever également invités en vedettes. Quatre mains caressent sa robe dorée. « Voir des chiens à la BU me fait vraiment du bien », assure Louise, étudiante en deuxième année de médecine, le visage barré par de grosses lunettes rondes. « Ça me change les idées, ça m'apaise. Je vais repartir en me disant : en fait, c'était une bonne journée. » « S'occuper d'un animal est une thérapie hors pair pour s'évader et se retrouver soi-même », confirme Myriam, avant d'ajouter : « Malheureusement quand on est étudiant, on a rarement la possibilité d'en accueillir un chez soi... Ces ateliers sont donc un bon palliatif. »

L'idée est née à la suite d'une blague de 1^{er} avril. Une photo de lapin postée sur le compte Twitter de la BU, accompagnée du message suivant : « Bientôt un nouveau service @BUAngers au moment des examens : un temps de détente et de douceur en compagnie de nos lapins de lecture. » Devant les réactions enthousiastes des étudiants, Nathalie Clot a décidé de tester la formule avec des chiens, des chats et des rongeurs. « A la BU, on gère régulièrement des crises d'angoisse. Les étudiants se mettent beaucoup la pression pour réussir. Certains, notamment parmi les étrangers, souffrent d'un profond sentiment de solitude. D'où l'importance de trouver de nouveaux moyens pour améliorer leur bien-être », estime-t-elle.

TIPIS, MATELAS, TAPIS

Depuis, la formule cartonne. Plus de 700 étudiants ont participé à l'opération depuis son lancement, en novembre. On entend pourtant d'ici les critiques : est-ce bien là le rôle d'une BU ? « Oui, martèle Marc Martinez, président de l'Association des directeurs et personnels de direction des bibliothèques universitaires et de la documentation. Si les élèves se sentent bien dans leur lieu de vie, ils seront en meilleures conditions pour réussir leurs études. »

Ces dernières années, toutes les bibliothèques universitaires, en France comme à l'étranger, rivalisent d'idées pour améliorer « l'expérience utilisateur ». Et cela passe d'abord par une reconfiguration complète de leurs espaces. « Pour répondre aux différents besoins des usagers, on se doit de proposer à la fois des zones silencieuses, des salles de travail en groupe et des coins autres pour téléphoner, boire, manger ou même dormir », énumère Frédéric Saby.

En 2017, la bibliothèque santé de l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne a inauguré une salle de sieste de 40 m² avec tipis, matelas et tapis colorés pour permettre à ses étudiants en médecine de se reposer. Une initiative, à l'époque inédite en France, qui a depuis fait des petits, à Rennes-II, à Bichat à Paris, ou encore à Joseph-Fourier, dans la banlieue de Grenoble.

Les offres proposées aux étudiants et aux enseignants-chercheurs se sont étoffées. « Dans les bibliothèques de l'université de Paris, on met désormais gratuitement à disposition des ordinateurs portables, des casques antibruit, des clés USB, des antivols de vélo et même, sur deux de nos 22 sites, du matériel de production vidéo », se félicite Amélie Morin-Fontaine, chargée de communication à la direction des bibliothèques d'uni-

EN FRANCE COMME À L'ÉTRANGER, ON RIVALISE D'IDÉES POUR AMÉLIORER « L'EXPÉRIENCE UTILISATEUR »

versités de Paris, qui mise aussi sur l'ouverture à d'autres services : « Pour faciliter la vie des étudiants et les toucher en plus grand nombre, le pôle d'orientation et de professionnalisation organise aussi des permanences dans nos murs. »

Développer des lieux hybrides, studieux et conviviaux, des tiers-lieux inspirés des home-like libraries, ces bibliothèques « comme à la maison » répandues dans les pays anglo-saxons et nordiques, c'est le pari que commencent à

faire les universités françaises. A l'image de Lille qui a inauguré, en septembre 2016, un learning center futuriste baptisé Lilliad. A l'intérieur : un café, un espace événementiel, un lieu expérimental valorisant la recherche à l'université

Atelier de médiation canine, le 4 mars, à la bibliothèque universitaire Saint-Serge d'Angers.

FRANCK TOMPS POUR « LE MONDE »



et une bibliothèque de plus de 50 salles de travail. Montant du projet : 30 millions d'euros.

« Nos décideurs commencent à comprendre que les bibliothèques ne sont pas qu'une source de dépenses, mais aussi un vecteur d'attractivité et un partenaire de réussite pour nos étudiants », se félicite Yann Marchand, directeur adjoint du Service commun de la documentation de l'université de Lille. Mais les attentes des étudiants, elles, concernent plutôt les amplitudes horaires. « Si les BU pouvaient commencer par ouvrir le soir après 19 heures et le dimanche, ce serait déjà pas mal », note Guillaume Gebel, 21 ans, étudiant à Metz, qui remarque qu'en Allemagne, des bibliothèques sont ouvertes jusqu'à 23 heures tous les jours, dimanches compris. ●

ÉLODIE CHERMANN

TRANSEORMER

– FORMATIONS SUR MESURE

– EXECUTIVE MBA

– EXECUTIVE MASTERS SPECIALISÉS

– CERTIFICATS

NEOMA
BUSINESS SCHOOL

REIMS · ROUEN · PARIS

EXECUTIVE EDUCATION

Un accompagnement personnalisé pour révéler vos compétences managériales.

Be passionate. Shape the future*
www.neoma-bs.fr

*Construisez l'avenir avec passion